

Ne pas perdre le nord ni être à l'ouest : l'orientation scolaire en danger

L'orientation des élèves est une affaire trop sérieuse pour être prise à la légère. Mais le ministère et les Régions s'en moquent même s'il y a, de leur part, une reprise en main aux dépens des familles et des personnels.

Le premier, en tentant d'imposer un « Printemps de l'orientation » à tous les établissements, inscrit le questionnement des lycéen-nes quant à leur avenir dans un cadre rigide et peu propice à y répondre.

Les secondes, sans compétences pour informer les publics scolaires noient le poisson à coup de communication (Orientibus, site Choisirmonmétier au nom mal choisi, brochures inadaptées...)

Personnels malmenés, mal remplacés

Celles et ceux dont c'est la formation et le métier, les Psy-EN EDO, sont dégagé-es des établissements et même des CIO qui ferment petit à petit. Leurs missions sont confiées à d'autres (enseignant-es dont documentalistes, vie scolaire et, pire, logiciens ou prestataires privés) ou revues à la baisse avec toujours plus d'établissements à chapeauter par plus de précaires.

Quand ce sont les professeur-es qui s'essaient à l'orientation, deux écueils se présentent : information de moindre qualité par manque de temps et de formation mais surtout, en voulant bien faire, condamnation à terme du métier de spécialistes.

C'est la « pédagogisation » de l'orientation, qui serait une compétence comme une autre, (abandonnée par le Québec, car efficace, qui arrive chez nous). De fait, pourquoi chercher un projet quand les algorithmes garantissent les meilleures places aux plus aisé-es, sans tenir compte du cheminement effectué et de la motivation chèrement construite ?

Conception scandaleuse et inégalitaire de l'orientation scolaire

C'est surtout l'esprit qui a changé : il faut désormais rendre responsable l'élève de plus en plus tôt de ses choix pour que l'institution puisse ensuite se laver les mains des conséquences désastreuses sur son avenir. De plus en plus, il s'agit de « caser » les jeunes en fonction du bassin d'emploi ou des formations faites par le patronat local, quitte à tordre ou ignorer les souhaits des élèves.

En outre, la valorisation de ces formations « maison » ou de l'enseignement privé semble la norme en rendant le sujet « attractif » : on ne lésine pas sur les moyens : films en réalité augmentée, supports numériques, facturés très cher par des sociétés extérieures.

C'est le temps qui manque désormais pour s'entretenir sérieusement avec chacun-e, non pas juste sur un projet professionnel à construire (rare à ces âges) mais sur des envies ou des centres d'intérêt qui permettraient aux élèves de savoir où continuer leurs études.

Enfin, le tri entre les familles au fait des codes ou de la manière de s'informer et les autres, confiantes, à tort, dans l'institution va s'aggraver. Les élèves qui ont décroché du système éducatif ont encore moins de chances, dans ces conditions, de trouver une voie professionnelle ou un secteur qui leur convient.

F. Corbé, M. Décha (44)